

Un scrutin hors norme s'ouvre en Inde

La plus grande élection démocratique du monde commence jeudi pour cinq semaines dans un contexte d'irrégularités et de financements opaques. La droite hindoue est créditée d'un léger avantage.

INDE Quelque 900 millions d'électeurs, un million de bureaux de vote... C'est un scrutin hors norme que l'Inde va vivre. Jusqu'au 19 mai, le pays va choisir les 543 députés de la Chambre basse du Parlement. Ce jeudi, 91 circonscriptions voteront. Les autres suivront selon un processus réparti en sept phases. L'élection n'a qu'un tour et les résultats sortiront le 23 mai.

La conquête du Parlement se joue entre deux blocs. D'un côté, l'alliance emmenée par le BJP, la droite fondamentaliste hindoue du premier ministre sortant Narendra Modi. Et de l'autre, le parti du Congrès de Rahul Gandhi et ses alliés. Le BJP axe sa campagne sur le nationalisme et promet de faire de l'Inde une grande puissance. « Nation first » (la nation d'abord), clame le premier chapitre du programme électoral qui s'engage à accélérer les achats d'équipements pour moderniser l'armée. En outre, le BJP veut abroger l'autonomie du Cachemire garantie par la Constitution, au risque d'accroître les tensions avec le Pakistan. Le Cachemire est divisé entre les deux puissances nucléaires qui en revendiquent la souveraineté. Sur le plan économique, le BJP proclame qu'il fera de l'Inde la troisième

6,4
milliards d'euros
Somme que devraient dépenser les partis pour les élections législatives

me économie mondiale d'ici à 2032. Pour y parvenir, il promet 1 315 milliards d'euros d'investissement sur cinq ans dans les infrastructures et 330 milliards d'euros d'investissement sur cinq ans dans l'économie rurale. Le BJP n'a pas indiqué comment il allait lever ces fonds.

En face, le Congrès de Rahul Gandhi s'engage à renforcer l'État-providence. Il assure qu'il versera un revenu de 72 000 roupies par an (935 euros) aux familles les plus pauvres, soit environ 268 millions d'Indiens. Les détails de cette promesse restent flous. À cela s'ajoutent l'annulation de la dette des paysans ainsi que le doublement du budget de l'éducation et celui de la santé. Le parti espère tirer parti des difficultés économiques actuelles pour battre le BJP.

D'après le Centre for Monitoring Indian Economy (CMIE), un centre de recherche économique de Bombay, 11 millions d'emplois auraient été détruits en 2018.

Sept sondages sortis depuis le mois dernier créditent la droite hindoue d'un léger avantage. Trois enquêtes donnent plus de 272 sièges, synonyme de majorité, à l'alliance emmenée par le BJP (la National Democratic Alliance, NDA). Trois autres parient sur un

gouvernement de coalition. Et la dernière enquête crédite la droite hindoue de 263 à 283 députés. Dans le pire des cas, celle-ci n'aurait donc besoin que de 10 élus en plus pour décrocher la majorité.

Les arbitres du scrutin pourraient être les partis régionaux qui concentrent leur base électorale dans un seul État. Le BJP est notamment attentif à l'Uttar Pradesh, la région la plus peuplée du pays qui envoie le plus gros contingent à la Chambre avec 80 députés. Le parti de Modi y affrontera l'alliance du Samajwadi Party et du BSP,

deux formations de basses castes. La campagne a été ternie par des violations du Code électoral. Depuis mardi 17 heures, les partis n'ont plus le droit de faire campagne dans les circonscriptions qui votent jeudi. Mais NaMo TV, la chaîne du premier ministre, a continué de diffuser. Le BJP n'a eu de cesse de présenter le Congrès comme un traître à la solde du Pakistan et des terroristes. L'éditorial du quotidien *The Indian Express* a déploré mercredi une « perte d'autorité de la commission électorale ».

Enfin, le financement des campa-

gnes est opaque. Une réforme de 2017 a abrogé la limite des fonds que les entreprises versent aux partis. Et les donateurs peuvent rester anonymes. L'identité des lobbys qui donnent de l'argent reste donc secrète alors que leur rôle est important : les élections indiennes sont parmi les plus chères au monde. Pour ces législatives, les partis devraient dépenser au moins 6,4 milliards d'euros, d'après le Centre for Media Studies de Delhi. C'est 86 fois plus que ce qu'a coûté la campagne présidentielle en France en 2017. ■

E.D. (NEW DELHI)

Le populisme version Modi

EMMANUEL DERVILLE @e_derville
ENVOYÉ SPÉCIAL À DEHRADUN (NORD DE L'INDE)

IL EST PARTOUT. Sur les tee-shirts. Sur les pancartes. Les haut-parleurs crachent son nom. Dans la foule qui se masse sur l'esplanade de Parade Ground, dans la ville de Dehradun, certains errent avec un masque arborant son visage. Lui, c'est Narendra Modi, le premier ministre sortant et chef du BJP, la droite fondamentaliste hindoue. Le scrutin pour les législatives commence jeudi et, depuis le 28 mars, Narendra Modi sature l'espace médiatique avec deux ou trois meetings par jour. C'est à peine si les autres figures du BJP se font entendre.

Parmi ceux qui patientent en cet après-midi brûlant d'avril sur Parade Ground, beaucoup partagent le même désir : voir Modi, entendre Modi, rencontrer Modi. « Je suis venu, parce que le premier ministre va venir. Je voterai d'abord pour lui, pas vraiment pour le BJP », confie Praveen Singh, un enseignant de 30 ans. Ces propos, plusieurs quidams les répètent.

Cela révèle à quel point Narendra Modi représente un pivot dans la campagne électorale d'une droite hindoue qui alimente un culte de la personnalité autour de son chef. Ce phénomène est rare en Inde. Mis à part Indira Gandhi dans les années 1970, les premiers ministres ont toujours été des *primus inter pares*. Avec Modi, la vie politique indienne a basculé dans une nouvelle ère. « Modi a poussé le narcissisme à un point obsessionnel. Il lui arrive de changer de vêtements plusieurs fois par jour, il met un point d'honneur à se vêtir dans le ton des régions qu'il visite. En un sens, il se déguise », relève Christophe Jaffrelot, professeur à Sciences Po, auteur de *L'Inde de Modi*, qui ajoute : « Il se dote de pouvoirs surhumains. Il fait dire qu'il peut mémoriser des centaines de milliers de noms. Quand il était chef de l'État du Gujarat dans les années 2000, il faisait dire qu'il pouvait avaler du poison. » Le slogan du BJP insiste sur cette omnipotence : « Si Modi est là, c'est possible. »

Les affiches de campagne étalent le visage du chef, ne laissant que des miettes d'espace, voire aucune, aux autres candidats du parti. Le numéro 1 du gouvernement a son site *narendramodi.in*, sa chaîne de télévision, NaMo TV, et une application smartphone à son nom.

Un biopic à sa gloire sortira même bientôt au cinéma. La bande-annonce met en scène un homme humble, ayant l'amour de sa patrie chevillée au corps. Parfois il pleure car il est sensible à la souffrance d'un peuple qu'il comprend puisqu'il a travaillé comme vendeur de

thé quand il était enfant. On touche là au thème central du populisme de Modi : il incarne le peuple, il est à son service.

Cette rhétorique, certains électeurs y croient, persuadés qu'il a pris l'argent des riches pour le donner aux pauvres. Ils pointent sa décision d'annuler sans préavis 86 % du papier-monnaie en novembre 2016, afin de remplacer les anciens billets par de nouvelles devises. À l'époque, Modi déclarait vouloir « briser l'étau de la corruption et de l'argent noir ». « Les pauvres n'ont pas de billet. Mais les riches en ont beaucoup. Avec cette mesure, Modi les a forcés à déposer leurs économies à la banque. Puis il nous a redistribué cet argent », assure Ravina, une mère de famille au visage rieur venue d'un petit village pour assister au meeting. Dans un torrent de paroles,



Le masque du premier ministre sortant, Narendra Modi, est porté par l'un de ses nombreux partisans lors d'un meeting du BJP, le 3 avril, à Silliguri (Bengale-Occidentale). DIPTENDU DUTTA/AFP

elle énumère les toilettes publiques posées dans son village dans le cadre d'un programme lancé par Modi, la livraison du gaz pour remplacer la cuisine au bois chez les plus démunis, la construction d'habitations bon marché...

En ce sens, Modi se dépeint comme l'antithèse des élites que représenterait Rahul Gandhi, le président du parti du

Congrès, héritier de la dynastie Gandhi qui compte trois anciens premiers ministres. Lorsque Modi arrive sur l'esplanade de Parade Ground, il attaque immédiatement son adversaire. « La corruption a besoin du Congrès, le Congrès a besoin de la corruption », martèle-t-il d'une voix forte et lente, insistant sur chaque mot. Lui, au contraire, se pose en *chowkidar*, le vigile intègre qui veille à ce que les affaires de corruption impliquant le Congrès ne restent pas impunies.

Modi ne ferait pas qu'œuvrer pour les pauvres. Il les protégerait aussi. Contre qui ? L'ennemi pakistanais d'abord, qui soutient des groupes terroristes au Cachemire. La tension avec le Pakistan a failli tourner à la guerre après un attentat à Pulwama, le 14 février, que l'Inde impute au groupe djihadiste pakistanais Jaish-e-Mohammed. En représailles, l'aviation indienne a ciblé une propriété du Jaish en territoire adverse le 26 février. « Les terroristes et ceux qui les soutiennent de l'autre côté de la frontière prient pour être débarrassés du *chowkidar* et pour que l'opposition prenne le pouvoir », a lancé Modi, lors d'un meeting le 28 mars. Ensuite, l'homme fort du BJP dit protéger le Trésor public de l'avidité des riches au bénéfice des pauvres. Le 2 avril, il a soutenu que son gouvernement avait éradiqué le détournement des aides sociales et fait économiser des « milliards » à l'État fédéral. Ainsi, Modi essaye d'éveiller chez les électeurs un sentiment d'insécurité. Objectif : que la population éprouve le besoin de le choisir, lui, le chef capable de contrer les périls qui menacent la patrie et les petites gens.

Le scrutin n'est pas encore gagné pour les fondamentalistes hindous. En mars, trois sondages sur cinq prédisaient que le BJP et ses alliés échoueraient à obtenir une majorité et qu'ils devraient composer avec l'opposition pour former un gouvernement. Le chômage est au plus haut depuis quatre décennies et les paysans se débattent dans la crise agricole.

Le culte donne des signes d'essoufflement. Pour le comprendre, il faut scruter la foule quand Modi s'adresse à elle à Dehradun. Il parle, mais beaucoup dans l'auditoire ont la mine terne, sans ferveur ni enthousiasme. Dix minutes

après le début du discours, des grappes de spectateurs quittent l'esplanade encore et encore. Quelques salves d'applaudissements résonnent dans les premiers rangs. Derrière, c'est mou. Les haut-parleurs scandent des « Modi! Modi! » préenregistrés pour chauffer la foule, en vain. L'État de l'Uttarakhand, dont Dehradun est la capitale, a pourtant voté BJP en masse ces dernières années. Aux législatives de 2014, le parti y avait raflé 55,9 % des suffrages, réalisant son deuxième meilleur score parmi tous les autres États de la fédération indienne.

Signe de la possible nervosité du BJP, la police qui contrôle les participants à l'entrée de Parade Ground applique une consigne stricte : interdiction formelle de faire passer tout sac ou vêtement de couleur noir. « Le noir symbolise l'opposition. Ceux qui s'opposent à Narendra

« Modi a forcé les riches à déposer leurs économies à la banque. Puis il nous a redistribué cet argent »

UN ÉLECTEUR DU PREMIER MINISTRE SORTANT

Modi ne sont pas autorisés à entrer », ordonne une policière. Certains militants tolèrent mal la dissension : « Quiconque s'oppose à Modi, Modi le mettra dans un avion et l'expulsera au Pakistan », tonne l'un d'eux. Fin mars, un candidat du BJP à Bangalore a clamé : « Si vous êtes contre Modi, vous êtes anti-Indiens. » Cette intransigeance se retrouve dans les propos du chef du gouvernement qui qualifie l'opposition « d'impure » depuis le début de la campagne.

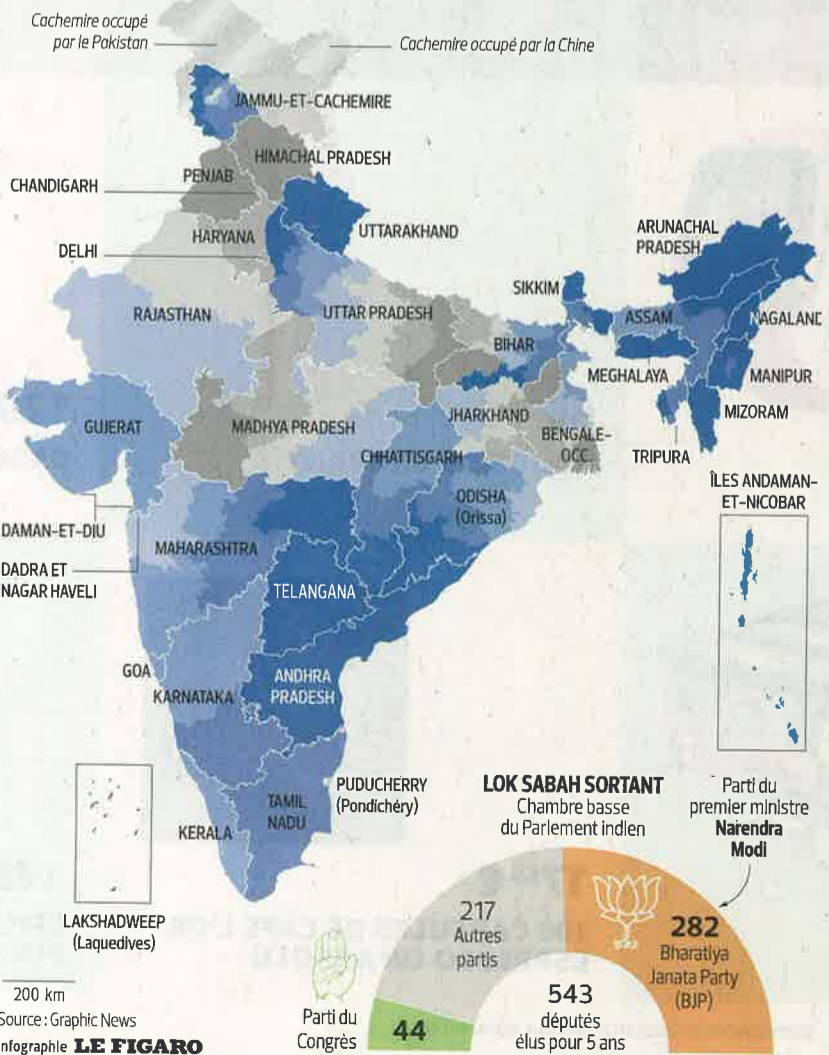
Au bout de trente minutes, le premier ministre a fini de parler. Parade Ground se vide sous le regard de Mahindra Singh. Ce petit fonctionnaire à la retraite assis aux abords du terrain a aidé quelques amis, des militants du BJP, à organiser le meeting. Coiffé d'un calot aux couleurs du parti, Mahindra votera Modi. Ce qui ne l'empêche pas de pointer les combines utilisées pour faire grossir la foule : « J'ai prêté ma voiture et transporté des participants car on m'a assuré le plein d'essence gratuit. Beaucoup sont venus parce que le parti les a payés ou a promis de l'alcool. » ■

900 millions d'électeurs : le plus grand scrutin du monde

UN VOTE QUI SE DÉROULE SUR PLUS D'UN MOIS ——— RÉSULTATS : LE 23 MAI

Les 7 dates du scrutin (nombre de circonscriptions en jeu)

■ 11 avril (91) ■ 18 avril (97) ■ 23 avril (115) ■ 29 avril (71) ■ 6 mai (51) ■ 12 mai (59) ■ 19 mai (59)



Source : Graphic News
Infographie LE FIGARO

Législatives en Inde

Modi amadoue les hindous

A partir de ce jeudi, et pour cinq semaines, les Indiens renouvellent la Chambre basse du Parlement. Le parti populiste du Premier ministre, qui brigue un second mandat, mène sa campagne en attisant la haine envers la minorité musulmane.

REPORTAGE

Par
SÉBASTIEN FARCIS
Correspondant à New Delhi

Les drapeaux safran et vert du Bharatiya Janata Party flottent sur l'esplanade de Ramlila, à Ghaziabad, dans la banlieue Est de New Delhi. Plusieurs centaines de personnes sont amassées en ce bouillant dimanche après-midi pour le meeting du parti nationaliste hindou (BJP, «parti du peuple indien»). Un homme au crâne rasé et drapé d'une toge surgit sur l'estrade: c'est Yogi Adityanath, moine radical hindou et chef du gouvernement de cette région de l'Uttar Pradesh, le plus grand Etat indien (230 millions d'habitants). Il est venu ici soutenir la candidature de Vijay Kumar Singh, ancien chef d'état-major des armées et député local en campagne pour sa réélection sous la bannière du BJP.

Le moine-politicien adopte un ton martial pour critiquer le Parti du Congrès, dans l'opposition: «Les gens du Congrès collaboraient avec les terroristes et leur offraient du biryani à manger, assène-t-il. L'armée de Narendra Modi, elle, leur fait manger des balles et des bombes. Nous avons réduit les terroristes en cendres et brisé le dos du Pakistan. Tout ce qui était impossible avant est possible aujourd'hui, car c'est Modi qui commande.» La foule exulte et répète, comme un seul homme, le nom du Premier ministre: «Modi, Modi, Modi!»

BRAS IDÉOLOGIQUE

Le ton agressif et nationaliste est donné pour cette campagne des plus grandes élections du monde: 900 millions d'Indiens vont renouveler, à partir de ce jeudi, la Chambre basse du Parlement via un scrutin mené par phases

pendant cinq semaines, dont les résultats seront annoncés le 23 mai. Le BJP a été porté au pouvoir en 2014 avec une exceptionnelle majorité absolue en promettant à la jeune population indienne de créer 25 millions d'emplois par an et de doubler les revenus des agriculteurs. Ces deux promesses populistes n'ayant pu être tenues (*lire ci-contre*), le parti nationaliste hindou relance sa dialectique originelle et fondamentaliste: l'hindouisation de la société indienne et la confrontation militaire avec le Pakistan musulman.

Le BJP exploite à cette fin les frappes de l'aviation indienne, menées le 26 février contre des camps terroristes pakistanais. Ses dirigeants parlent de «l'armée de Modi», et non de l'armée indienne, et le Premier ministre s'est officiellement rebaptisé «Chowkidar», le «gardien» de la nation. Sur Twitter, tous les ministres, candidats et partisans du BJP sont tenus de faire figurer «Chowkidar» avant leur nom de

profil, un geste imité par des milliers de sympathisants, donnant l'impression qu'une armée s'aligne derrière son chef, avec comme seule mission sa réélection à la tête du pays. Le leader, qui fait l'objet d'un vrai culte de la personnalité et qui est donné favori, ne semble pourtant vouloir protéger qu'une partie de la nation indienne: les hindous, qui représentent 80% d'une population estimée à 1,3 milliard d'habitants. Pour beaucoup, cette élection devrait donc décider si l'Inde veut garder son modèle pluraliste fondateur ou devenir un Etat hindou. Le bras idéologique du BJP est le RSS (l'organisation des volontaires nationaux), formation paramilitaire séculaire dont Narendra Modi est membre depuis l'enfance. Son objectif: établir cet Etat hindou. Pour cette mouvance, l'hindouisme est plus qu'une religion, il s'agit de la culture

de l'Inde ancestrale et tout Indien doit donc se soumettre à ses préceptes, tels que l'adoration du dieu Rama et le respect de la vache sacrée.

GUIRLANDES DE FLEURS

Depuis cinq ans, des groupes hindouistes liés au RSS ont ainsi attaqué des centaines de musulmans et de membres de basses castes, qu'ils accusaient, souvent à tort, de transporter illégalement des vaches vers l'abattoir. Selon Amnesty International, 39 musulmans sont morts sous les coups de ces «protecteurs de vaches». Un ministre d'Etat, Jayant Sinha, est personnellement allé féliciter, guirlandes de fleurs à l'appui, huit de ces extrémistes condamnés par la justice pour le meurtre d'un musulman. Narendra Modi, fervent utilisateur de Twitter, n'a quant à lui jamais condamné ces crimes.

«Ces personnes sont marginales et il ne faut pas les associer avec l'Inde dans son ensemble, tente de rassurer Vijay Kumar Singh, député du BJP et secrétaire d'Etat des Affaires étrangères, lors d'une entrevue avec Libération. Ces quatre dernières années ont été très pacifiques, il y a eu très peu d'émeutes.» Mais à l'ère des réseaux sociaux, quelques assauts xénophobes spectaculaires, amplifiés par Facebook et encouragés par le silence des pouvoirs publics, suffisent à produire le même effet: le sentiment de domination et d'impunité des hindouistes et l'ostracisation d'une population musulmane effrayée.

Cette scission religieuse est devenue flagrante dans la ville sacrée de Bénarès, circonscription de Narendra Modi. Les classes populaires hindoues se sentent revigorées

«Depuis les pogroms [de 2002], les musulmans ont compris la leçon.»

Ashish Agrahari commerçant



Dans le quartier général du Bharatiya Janata

par les messages suprémacistes de leur leader. Ashish Agrahari, petit commerçant de pièces automobiles de la ville millénaire et fils d'ardents militants communistes, adule le leader de la droite hindouiste: «Avec Modi, je me sens libre de dire que je suis hindou», assure-t-il tout en condamnant la laïcité pratiquée par les précédents gouvernements et inscrite dans la Constitution indienne. Quand on lui rappelle que Modi a été accusé de laisser se dérouler les pogroms antimusulmans qui ont fait 2 000 morts en 2002 dans l'Etat du Gujarat qu'il dirigeait, il répond: «Les musulmans essaient toujours d'imposer leur mode de vie et on ne peut pas toujours parler avec son ennemi. Donc la force peut être une bonne chose et depuis ces pogroms, ils ont compris la leçon.»

A quelques kilomètres de là, Maqbool Khan examine de délicates soieries. Ce tisserand musulman, propriétaire de l'entreprise Resham India, a peur. «Avant, à Bénarès, nous pouvions aller sans crainte dans les quartiers hindous très peuplés. Plus maintenant. Les hindouistes décident de ce que nous devons manger, pour qui nous devons prier. Vous trouvez cela juste? interroge ce sexagénaire à la barbe blanche. Et si nous disons que le BJP agit contre les musulmans, ils nous accusent d'être des traîtres et nous disent de partir vivre au Pakistan. Donc nous nous taisons et nous endurons les attaques.»



Party, la formation du Premier ministre, Narendra Modi, lundi à New Delhi. PHOTO T. NARAYAN, BLOOMBERG, GETTY IMAGES

Un pays riche qui compte toujours autant de pauvres

Alors que les investisseurs étrangers se multiplient, la population active ne bénéficie pas du dynamisme de l'économie indienne.

Germain Araud est un entrepreneur enthousiaste. Ce Français est en charge de l'implantation de la première usine en Inde de Monin, une marque de sirop hexagonale. Il travaille dans le pays depuis quinze ans, et ces dernières années, il a vu le climat des affaires se simplifier énormément. «Toutes les procédures ont été numérisées, ce qui permet d'avoir une meilleure visibilité. Une fois qu'on a constitué et soumis le dossier, créer une filiale ne prend plus que quelques jours! Et l'accès aux prêts encadrés a

également été facilité par la banque centrale», se réjouit-il. Et la «vraie révolution», conclut Germain Araud, a été l'instauration en 2017 de la Good and Services Tax (GST), une TVA nationale qui a mis fin aux différentes taxes régionales et simplifié le commerce entre Etats fédérés.

Toutes ces améliorations ont permis à l'Inde de bondir de 65 places en quatre ans dans le classement de la Banque mondiale sur la facilité de faire des affaires, pour se placer au 77^e rang. Le BJP, parti traditionnellement proche des groupes industriels et commerçants, a ouvert de nouveaux secteurs aux investissements étrangers et libéralisé le marché de l'emploi, tout en accélérant la construction d'infrastructures pour créer une Inde «moderne et urbaine». Mais ces réformes ont cependant du mal à être absorbées par les petites entreprises du secteur

non organisé, qui emploient plus de 90% de la main-d'œuvre. Le système fiscal de la GST est trop complexe pour ces sous-traitants, qui perdent donc des clients.

Le gouvernement de Narendra Modi a également fait dérailler l'économie fin 2016 en imposant une démonétisation sauvage, qui a exacerbé le chômage, multiplié par trois en six ans, pour se situer en 2018, selon une étude statistique publique qui a récemment fuité dans la presse, à son plus haut niveau depuis quarante-cinq ans. La moitié de la population active dépend encore de l'agriculture et a commencé à migrer vers les villes, où les emplois industriels peu qualifiés sont rares, en partie à cause de l'automatisation croissante. En parallèle, au moins huit millions de jeunes diplômés arrivent chaque année sur le marché de l'emploi, bien plus que ce que le ter-

ritaire, moteur de la croissance indienne, peut absorber. Devenue la 6^e économie du monde en termes de PIB, devant la France, avec une croissance de plus de 6% par an, l'Inde demeure un pays riche avec énormément de pauvres: 90% des actifs gagnent moins de 125 euros par mois. Cela a poussé le Parti du Congrès, dans l'opposition, à promettre l'instauration d'un revenu minimum garanti de 920 euros par an pour les 50 millions de foyers les plus pauvres – pour un budget de 46 milliards d'euros par an – dans le but de les sortir de la misère et de dynamiser l'économie via une hausse induite de la consommation. Le BJP, devant l'échec à réduire ce problème de l'emploi par un «ruissellement par le haut», préfère maintenant faire campagne sur la promotion de la culture hindoue et la haine du Pakistan.

Sé.F. (à New Delhi)

Carnet

DÉCÈS

Jean-Pierre Beauviala

2019.04.08.16.30

dernier soupir

REMERCIEMENTS

Emmanuel HOCQUARD

«Le jour se lève un 11 avril.»

Juliette de Laroque, sa fille, Dominique et Sophie-Eve Hocquard, ses sœurs, ses proches, remercient tous ceux qui leur ont témoigné sympathie et affection à la mort d'Emmanuel Hocquard le 27 janvier 2019.

«et le livre. Qui, l'ayant ouvert, en tournerait les pages, par là il fera bruire l'air entre les feuilles.»

SOUVENIRS

A notre papy François

Nous penserons toujours à toi. Nous t'aimons très fort.
Mae Jos

Maman,
C'était ton anniversaire le 10 avril.
Tu n'es plus là pour souffler tes bougies.
Tu me manques.
Félix CARRUS DIEU



Vous organisez un colloque, un séminaire, une conférence...

Contactez-nous

Réservations et insertions

la veille de 9h à 11h pour une parution le lendemain

Tarifs : 16,30 € TTC la ligne

Forfait 10 lignes :

153 € TTC pour une parution

15,30 € TTC la ligne suppl.

abonnée et associations : - 10%

Tél. **01 87 39 84 00**

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e-mail : carnet-libe@teamedia.fr

01 87 39 84 00

carnet-libe@teamedia.fr

La reproduction de nos petites annonces est interdite